



Amiens, le 23.09.2021

Monsieur l'inspecteur d'académie,

Les organisations syndicales membres du CHSCTSD se questionnent quant aux nouvelles décisions annoncées par le premier ministre la semaine dernière. Laisser les écoles ouvertes, quoi qu'il en coûte, est encore une fois un déni de réalité de JM Blanquer, qui annonçait pourtant vendredi 19 mars que le taux de positivité des tests dans les écoles était de 0,5%, soit près de 500 contaminations pour 100.000, c'est-à-dire au-dessus du taux d'incidence !

Les nouvelles mesures sanitaires ignorent totalement le rôle de l'école et des établissements dans la diffusion de l'épidémie, pourtant reconnu par les scientifiques. Alors que des confinements sont mis en place dans 16 départements dont le nôtre, les écoles et les établissements restent ouvert-e-s sans protection supplémentaire, quel que soit le taux d'incidence du département. Sans priorité de vaccination pour les personnels alors qu'ils exercent toute la journée au plus près des élèves, par ailleurs sans masques à la cantine et en maternelle. Pourtant l'accès prioritaire au vaccin pour l'ensemble des personnels des écoles et des établissements permettrait la poursuite du service public d'éducation, indispensable aux élèves comme à leurs familles, tout en protégeant l'ensemble de la société. Sans retour à la règle commune pour la définition des cas contacts ni à la règle protectrice de fermeture de classe dès le premier cas positif identifié. Sans remplacement en cas d'absence, ce qui conduit à une répartition des élèves dans les autres classes et donc à du brassage. Sans masques chirurgicaux distribués gratuitement quotidiennement aux élèves et aux personnels. Sans tests salivaires systématisés ne serait-ce qu'à l'échelle d'une école dès lors qu'un cas positif est détecté. Sans aucune réflexion sur un allègement des effectifs pour respecter l'ensemble des gestes barrières dont la distanciation physique. Sans avancée sur l'aération des locaux. Sans fourniture de masques convenables (Dim, Noyoco et Boldoduc, tous retirés de la circulation). Les personnels n'en peuvent plus de devoir répondre tous les jours au défi de la continuité pédagogique dans un cadre sécurisé impossible à mettre en œuvre ! Les directrices et directeurs d'école suppléent même une administration incapable d'anticipation dans la campagne de tests salivaires. Les dernières données incitent pourtant à agir. La semaine de retour à l'école des 3 zones de vacances a vu un nombre de cas positifs ayant fréquenté un milieu scolaire à un niveau jamais atteint, comme l'indique le bilan hebdomadaire de Santé Publique France. Le variant anglais plus contagieux et plus dangereux a été majoritaire tout d'abord chez les plus jeunes. Cela se répercute également dans les chiffres de cette semaine, pourtant minorés, du ministère : + 68% de cas parmi les élèves, + 64% pour les personnels, + 242% de fermetures de classes ... Et rien ... Aucune mesure annoncée. Vaccination des personnels, cas contacts, règle de fermeture de classes, tests salivaires, allègement des effectifs, aération, masques chirurgicaux ... le gouvernement doit prendre des mesures fortes et protectrices pour permettre le maintien des écoles ouvertes sans qu'elles contribuent à une aggravation de la circulation épidémique. De toute urgence, tous les personnels doivent pouvoir être vaccinés et ce, le plus rapidement possible afin de ne pas mettre en péril la continuité du service public d'éducation, de permettre à tous les élèves de poursuivre leurs apprentissages en présentiel.

Aussi, les organisations syndicales membres du CHSCTSD, même si elles sont satisfaites que le sport puisse à nouveau être pratiqué dans le cadre scolaire, soulignent la permanence toujours aussi mal perçue par les équipes pédagogiques des ordres et contre-ordres, et de l'incohérence des mesures mises en place.

Veillez croire, Monsieur l'inspecteur d'académie, à l'expression de nos salutations respectueuses.